

SOS L H 425/19

7135-1

(1939)

A

Révision des marchés de l'article 11 ayant fait
l'objet d'un avis défavorable de la Commission des Marchés

Note de M. SURLÉAU au Directeur du Service des Approvisionnements 9. 1.39

Révision des marchés de l'article 11 ayant fait l'objet d'un avis défavorable de la Commission des Marchés

D 913140-2

Paris, le 9 janvier 1939

COPIE

Commission des
marchés

Monsieur le Directeur du Service
des Approvisionnements, Commandes et Marchés

*Revisé le marché
au 11*

Il semble que lorsque la Commission des Marchés émet des avis défavorables en ce qui concerne des marchés ou traités qui lui sont soumis en vertu de l'art. 11 du décret-loi du 31 août 1937, elle le fasse sans se préoccuper des conséquences que peuvent comporter ces avis à la suite desquels "ces marchés et traités seront, dans un délai de six mois à dater de l'émission de l'avis, susceptibles de revision par les soins du collège arbitral ...".

Ainsi, au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1938, je relève l'indication suivante :

"Le Rapporteur, appuyé par M. BATICLE estime qu'en examinant "les dossiers présentés au titre de l'art. 11, on doit se demander "si la Commission, mise en présence des projets de marchés, à "l'époque où ils ont été préparés, les aurait approuvés. Il paraît "certain que, dans le cas présent, elle n'aurait pas accepté un "marché de gré à gré.

"Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un "avis défavorable".

Dès lors, la Commission peut être amenée à émettre des avis défavorables dans des cas où la Société Nationale n'a pas préconisé la revision et où cette revision serait pratiquement impossible à obtenir, soit par voie amiable, soit par la procédure d'arbitrage.

L'avis défavorable ne semble du reste pas, aux termes de l'art. 11, impliquer l'obligation pour la Société Nationale d'engager la procédure de revision.

.....

M. le Secrétaire Général.

Il sera donc nécessaire lorsqu'un marché reviendra de la Commission avec un avis défavorable d'examiner si nous devons en poursuivre la revision.

Si nous estimons qu'il n'y a pas lieu de le faire, il conviendra d'écrire au Ministre des Travaux Publics pour lui exposer notre point de vue et lui demander son avis.

Par ailleurs, il serait utile de présenter à un prochain Conseil un rapport indiquant les affaires soumises à la Commission en vertu de l'art. 11 et ayant fait l'objet d'un avis défavorable, ainsi que la suite donnée par la S.N.C.F. à l'avis de la Commission.

P. Le Directeur Général,

Signé: SURLEAU

P.S. - Me remettre, d'autre part, une note montrant quel devrait être, à notre point de vue, le rôle de la Commission des Marchés en la circonstance et précisant les inconvénients de sa position actuelle.

Urgent.

D 913140-2

Paris, le 9 janvier 1939

C O P I E

Monsieur le Directeur du Service
des Approvisionnements, Commandes et Marchés

Il semble que lorsque la Commission des Marchés émet des avis défavorables en ce qui concerne des marchés ou traités qui lui sont soumis en vertu de l'art. 11 du décret-loi du 31 août 1937, elle le fasse sans se préoccuper des conséquences que peuvent comporter ces avis à la suite desquels "ces marchés et traités seront, dans un délai de six mois à dater de l'émission de l'avis, susceptibles de revision par les soins du collège arbitral ...".

Ainsi, au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1938, je relève l'indication suivante :

"Le Rapporteur, appuyé par M. BATICLE estime qu'en examinant "les dossiers présentés au titre de l'art. 11, on doit se demander "si la Commission, mise en présence des projets de marchés, à "l'époque où ils ont été préparés, les aurait approuvés. Il paraît "certain que, dans le cas présent, elle n'aurait pas accepté un "marché de gré à gré.

"Sur la proposition du Rapporteur, la Commission émet un "avis défavorable".

Dès lors, la Commission peut être amenée à émettre des avis défavorables dans des cas où la Société Nationale n'a pas préconisé la revision et où cette revision serait pratiquement impossible à obtenir, soit par voie amiable, soit par la procédure d'arbitrage.

L'avis défavorable ne semble du reste pas, aux termes de l'art. 11, impliquer l'obligation pour la Société Nationale d'engager la procédure de revision.

.....

Avisé : M. le Secrétaire Général.

Il sera donc nécessaire lorsqu'un marché reviendra de la Commission avec un avis défavorable d'examiner si nous devons en poursuivre la revision.

Si nous estimons qu'il n'y a pas lieu de le faire, il conviendra d'écrire au Ministre des Travaux Publics pour lui exposer notre point de vue et lui demander son avis.

Par ailleurs, il serait utile de présenter à un prochain Conseil un rapport indiquant les affaires soumises à la Commission en vertu de l'art. 11 et ayant fait l'objet d'un avis défavorable, ainsi que la suite donnée par la S.N.C.F. à l'avis de la Commission.

P. Le Directeur Général,

Signé: SURIBAU

P.S. - Me remettre, d'autre part, une note montrant quel devrait être, à notre point de vue, le rôle de la Commission des Marchés en la circonstance et précisant les inconvénients de sa position actuelle.

Urgent.